

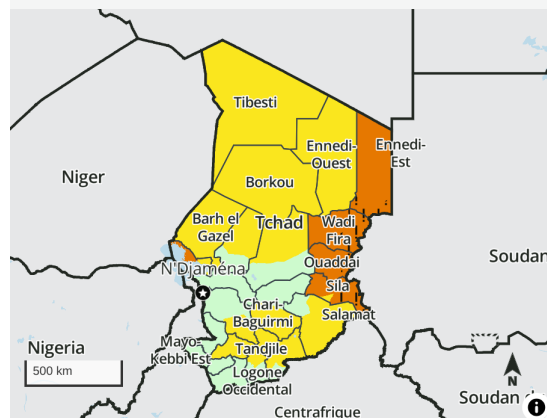
Détérioration de l'insécurité alimentaire au Tchad sous l'effet combiné des afflux de réfugiés et des conflits

Messages clé

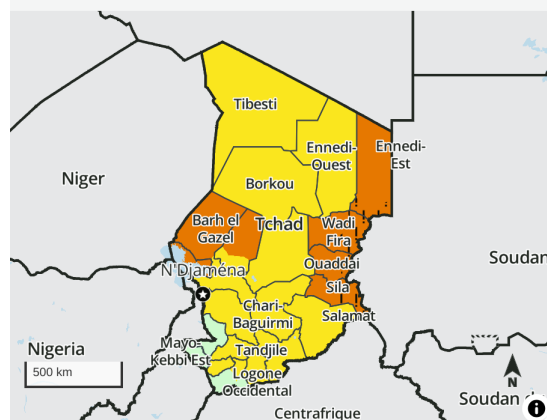
- **Des résultats de Crise ! (Phase 3! de l'IPC) persisteront dans les provinces de l'Est, Ennedi-Est (Wadi Hawar), Wadi Fira (Dar-Tama et Kobé), Ouaddaï (Assoungha) et de Sila (Kimiti).** Les réfugiés demeureront largement dépendants de l'assistance alimentaire, tandis que les communautés hôtes verront leurs déficits de consommation s'accroître en raison de l'épuisement précoce des stocks, la hausse des prix alimentaires et la baisse des opportunités de travail, aggravée par la fin des revenus tirés de la cueillette et la pression croissante sur les ressources locales, exercée par l'arrivée continue des réfugiés. Un nombre croissant de ménages pourrait basculer en Urgence (Phase 4 de l'IPC), mais leur proportion resterait inférieure à 15 pour cent de la population de ces zones.
- **Des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) sont attendus dans la province du Lac.** Les attaques des groupes armés terroristes, les restrictions de mouvement, et la dégradation des moyens d'existence, notamment la pêche et l'élevage, continueront de réduire les revenus, de perturber le fonctionnement des marchés et de paralyser le commerce transfrontalier. Ces facteurs entraîneront des déficits de consommation alimentaire chez les déplacés internes et les communautés hôtes.
- **Dans les provinces du Kanem et du Barh-El-Gazel, des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) sont attendus entre juin et septembre 2026.** La forte dépendance des ménages aux marchés, combinée aux difficultés d'approvisionnement liées à la hausse des coûts de transport, entraînera des prix alimentaires élevés. Par conséquent, l'accès des ménages pauvres aux marchés se trouvera limité en raison d'une détérioration continue de leurs principales sources de revenus.
- **FEWS NET estime que 2,5 à 2,99 millions de personnes auront besoin d'assistance alimentaire, avec un pic attendu entre juillet et septembre 2026, au plus fort de la période de soudure.** Les besoins seront particulièrement élevés parmi les réfugiés soudanais et les retournés tchadiens dans les provinces de l'Est, ainsi que chez les personnes déplacées internes dans la province du Lac.

L'analyse présentée ici est basée sur les informations disponibles au 20 février 2026.

Projected area-level acute food insecurity outcomes, février - mai 2026



Projected area-level acute food insecurity outcomes, juin - septembre 2026



IPC 3.1 acute food insecurity classification

Sub-national level data

1 : Minimale	3 : Crise	5 : Famine
2 : Stress	4 : Urgence	

Symbols

! Serait probablement au moins une phase pire sans l'assistance alimentaire humanitaire actuelle ou prévue

Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Pour la divulgation complète, voir les notes à la fin du texte.

Source: FEWS NET

Contexte de la sécurité alimentaire

Le conflit soudanais a entraîné l'afflux des réfugiés soudanais et des retournés tchadiens dans les provinces de l'Est du Tchad, en particulier à Ouaddaï, Sila, Wadi Fira et Ennedi-Est. Depuis le début du conflit en avril 2023 au Soudan, plus de [914 607](#) réfugiés et 355 903 retournés sont arrivés au Tchad. Les réfugiés sont fortement concentrés dans le département d'Assounga, dans la province du Ouaddaï. Cependant, depuis la dernière attaque d'El Fasher en octobre 2025, une nouvelle vague de réfugiés est arrivée dans les provinces de Wadi Fira et d'Ennedi-Est, augmentant considérablement la population dans les provinces de l'est et exerçant une pression sur les sources de nourriture et de revenus de la population hôte. Dépourvus de leurs moyens d'existence, ils ne disposent que de sources de revenus très limitées et entrent en concurrence avec les communautés hôtes pour les rares opportunités de travail, agricoles comme non agricoles. Ainsi, pour satisfaire leurs besoins alimentaires, les réfugiés dépendent largement de l'assistance alimentaire, alors même que les acteurs humanitaires font face à des difficultés croissantes de financement. L'afflux régulier de ces réfugiés maintient élevé le nombre de personnes dans le besoin.

Les conflits résultant des attaques des groupes terroristes dans le bassin du Lac Tchad, des rebelles dans les frontières avec la Libye et la République centrafricaine et les conflits intercommunautaires dans la région soudanienne impactent les moyens d'existence des ménages, les flux commerciaux et le fonctionnement des marchés. Dans le Lac, la persistance de l'insécurité depuis 2015, due aux attaques de l'État Islamique de la province de l'Afrique, a entraîné l'abandon des terres cultivables, des déplacements des populations et la diminution des activités de pêche. Bien que ces attaques soient devenues sporadiques, la région du Lac enregistre plus de [219 595 PDI](#). Dans le Nord, le long de la frontière avec la Libye, les attaques par les forces de sécurité des rebelles du Front pour l'Alternance et la Concorde (FACT) et du Front de la Nation pour la Démocratie et la Justice au Tchad (FNDJT) ont jusqu'à présent été relativement maîtrisées et perturbent sporadiquement les flux commerciaux en provenance de la Libye. Cette perturbation des flux transfrontaliers affecte l'approvisionnement des marchés dans les zones déficitaires, notamment dans les provinces du Nord, ainsi que dans le Kanem et le Bahr-el-Gazal (BEG). Les conflits intercommunautaires, y compris ceux entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les conflits fonciers, sont plus fréquents en zone soudanienne et au Lac. Ces violences entraînent des déplacements de population, sont souvent meurtrières et perturbent le fonctionnement des marchés, de la pêche et des activités de production agricole et animale.

Les moyens d'existence des ménages du Tchad sont principalement dominés par l'agriculture et l'élevage. La production agricole dominée par les céréales, qui s'étend des zones à dominante agricole du sud aux zones agropastorales, est très sensible à la variabilité des précipitations, notamment aux sécheresses et aux inondations. En 2024, de fortes pluies ont provoqué des inondations, en particulier au Lac, à Mandoul, au Moyen-Chari, à Tandjilé et au Mayo-Kebbi. Ces inondations, qui coïncidaient avec la phase de maturation des cultures, ont détruit plus de 418 300 hectares de champs, entraînant une baisse des récoltes. Cependant, la saison agricole de 2025/2026 a été marquée surtout par une mauvaise répartition temporelle et spatiale de la pluviométrie dans la zone soudanienne, ce qui a perturbé les périodes de semis et de récolte dans les zones agricoles et agropastorales. Typiquement dans la zone agricole soudanienne, les semis commencent vers fin avril jusqu'en juin et la récolte à partir de septembre et décembre, mais la campagne agricole 2025 a accusé un retard dépassant souvent 30 jours dans certaines provinces de la zone. Bien que les opportunités de travail agricole soient la principale source de revenus pour les ménages pauvres pendant la période de soudure, dans les zones de conflit potentiel, l'accès aux champs et aux sources de nourriture et de revenus pourrait être menacé. Dans les zones pastorales, la période de soudure pastorale se déroule typiquement d'avril à juin, début de la période des pluies. La sécheresse des pâturages, ainsi que le tarissement des points d'eau, affecteront l'état d'embonpoint du bétail, ses valeurs marchandes et la production de lait—réduisant ainsi la source de nourriture et de revenus des pasteurs pendant cette période.

En savoir plus

Les liens suivants fournissent des informations supplémentaires :

- Dernier Tchad Rapport sur les Perspectives sur la Sécurité Alimentaire : [octobre 2025 – mai 2026](#)
- Dernier Tchad Mise à jour des messages clés : [janvier 2026](#)

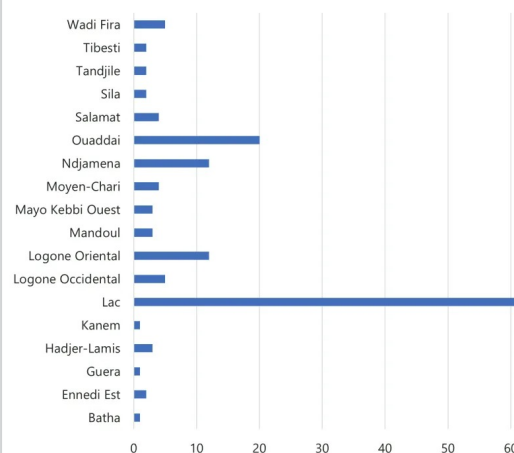
- Aperçu de [la méthodologie de développement de scénarios de FEWS NET](#)
- L'approche de FEWS NET pour estimer [la population dans le besoin](#)
- Aperçu [des analyses IPC et IPC-compatible](#)
- L'approche de FEWS NET en [matière d'analyse de l'assistance alimentaire humanitaire](#)

Anomalies actuelles des conditions de sécurité alimentaire en février 2026

- **Depuis avril 2023, les provinces orientales d'Ouaddaï, Wadi Fira, Sila et Ennedi-Est continuent de recevoir un afflux massif de réfugiés fuyant les violences au Darfour.** Au 22 février 2026, **914 607 réfugiés soudanais** sont arrivés au Tchad. Leur poids démographique est particulièrement élevé, représentant 32 pour cent de la population à Kimiti, 56 pour cent à Assounga, 57 pour cent à Kobé et 63 pour cent à Wadi Hawar. Depuis l'attaque à Al Fasher en octobre 2025, les nouvelles vagues des réfugiés arrivent principalement à Ennedi-Est et Wadi Fira. Cependant, la récente détérioration de la sécurité le long de la frontière Soudano-Tchadienne a entraîné la décision du **gouvernement tchadien** de fermer la frontière le 23 février 2026. Arrivés sans ressources, les réfugiés dépendent fortement des marchés locaux et de l'assistance alimentaire, accentuant la pression sur les moyens d'existence des communautés hôtes. Cette concurrence accrue, notamment pour les emplois journaliers, a fait chuter les salaires de 3 000 à 1 500 FCFA. L'augmentation de la demande alimentaire provoque également des hausses de prix atypiques, limitant l'accès à la nourriture pour les ménages hôtes.

Figure 1

Événements violents par province, du 1er janvier au 31 décembre 2025 (nombre)



Source: ACLED

- **Selon ACLED, 143 événements violents, causés par divers acteurs, ont eu lieu en 2025, entraînant la mort de 354 personnes.** Ces incidents, répartis dans tout le pays (Figure 1), ont notamment entraîné des déplacements de plus de **220 000 personnes** dans la province du Lac, où les incidents sont dus aux activités des GAT. Le pays reste confronté à une insécurité persistante sur l'ensemble de ses frontières, illustrée, par exemple, par une attaque de drone signalée par Médecins Sans Frontières le 15 février 2026 près d'Adré. Ces violences provoquent des déplacements forcés, perturbent les moyens d'existence, entravent les flux transfrontaliers et désorganisent les marchés, avec des pénuries et des hausses atypiques des prix.
- **Globalement, l'offre alimentaire est inférieure à celle d'une année normale en raison des sécheresses, qui ont réduit la production, notamment dans la zone soudanienne,** malgré les apports des cultures de contre-saison et des importations. Elle est de plus en plus faible dans les zones d'insécurité le long des frontières du pays, notamment à l'est (frontière soudanaise) et autour du Lac Tchad, impactée en plus par le prix élevé du carburant et la hausse des coûts de transport. En effet, les produits importés, notamment le riz, sont moins disponibles qu'en 2025, particulièrement dans les provinces de l'est, en raison de l'insécurité aux frontières, de la hausse du carburant et des perturbations dans les circuits logistiques.
- En général, les prix des céréales locales ont continué de baisser à l'échelle nationale de 22 pour cent par rapport à janvier 2025 et de 4 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale pour le mil. **Toutefois, des augmentations de 2 à 13 pour cent apparaissent sur les marchés des provinces touchées par la sécheresse** (Moyen-Chari, Logone Oriental, Guéra et Salamat), et **de 30 pour cent dans les provinces orientales, où la forte demande liée à l'afflux massif de réfugiés** exerce une pression supplémentaire. Le prix du riz importé, deuxième céréale très consommée, enregistre une hausse nationale de 72 pour cent par

rapport à la moyenne des cinq dernières années, avec des pics atteignant 155 pour cent dans les provinces de l'Est. Sur les marchés du Moyen-Chari, du Mandoul, du Logone Oriental et Occidental, de la Tandjilé et du Mayo-Kebbi Est et Ouest, les prix du riz importé sont déjà supérieurs de 1 à 27 pour cent aux niveaux atypiques de janvier 2025.

- **Le taux d'inflation annuel de moins 2,6 pour cent en décembre 2025 reflétait l'aboutissement de la baisse générale des prix sur l'année, marquant une désinflation continue.** Il a continué à baisser négativement en janvier 2026 en se portant à moins 2,6 pour cent. Cette évolution améliore momentanément le pouvoir d'achat, surtout en milieu urbain. Toutefois, la chute des prix des céréales, facteur directeur de cette baisse de la désinflation en pleine période de récoltes, laisse présager une baisse globale des revenus agricoles.
- **Les revenus des ménages pauvres se détériorent progressivement, alors qu'ils dépendent des marchés pendant la période de soudure.** En effet, la vente des céréales et des cultures de rente, principale source de revenus des ménages pauvres et très pauvres, est en dessous de la moyenne à la suite d'une mauvaise production d'arachide, de sésame et de niébé, combinée à la chute du prix du mil au moment des récoltes. Cela a contraint les ménages à vendre davantage pour couvrir leurs dépenses non alimentaires et rembourser leurs dettes. En conséquence, ils n'ont pas reconstitué leurs stocks habituels, qui sont épuisés précocement dans le Logone Oriental, le Mandoul et le Guéra, où les sécheresses ont été particulièrement marquées pendant la campagne 2025. Dans les zones pastorales, la tendance générale des revenus est à la hausse à la faveur des prix du bétail en hausse par rapport à la moyenne à la suite d'une forte demande des commerçants exportateurs vers les pays voisins et de la demande exercée par les zones d'orpaillage.

Assistance alimentaire humanitaire

En 2025, le financement des activités humanitaires a été marqué par une baisse significative avec le **Plan de Réponse Humanitaire** de 2025 financé seulement à hauteur de 29,9 pour cent par rapport à 57 pour cent en 2024. En outre, au 31 décembre 2025, le **HCR** rapportait que seulement 35 pour cent (170,7 millions USD) des 701,21 millions USD requis pour répondre à la crise soudanaise avaient été obtenus, limitant fortement la capacité des acteurs humanitaires à fournir une assistance essentielle à l'est du Tchad.

C'est dans ce contexte que le PAM prévoit de concentrer l'assistance alimentaire sur les nouveaux réfugiés, puis de l'étendre progressivement aux populations locales. Dans l'est du pays, les distributions alimentaires sont programmées tous les deux mois, bien que les rations soient réduites en raison des contraintes de financement.

Résultats actuels de l'insécurité alimentaire en février 2026

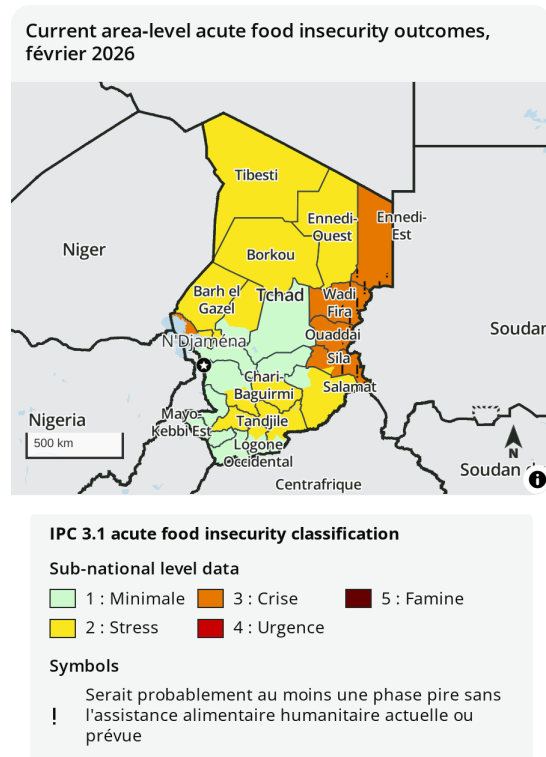
Des résultats de Crise ! (Phase 3 ! de l'IPC) sont observés dans les départements des provinces de l'Est fortement touchés par l'afflux de réfugiés, Assounga (Ouaddaï), Kimiti (Sila), Wadi Hawar (Ennedi-Est), ainsi que Dar Tama et Kobé (Wadi Fira). La baisse des productions céréalières et des cultures de rente a entraîné un épuisement précoce des stocks des ménages pauvres dès janvier 2026. Les cultures de contre-saison n'ont pas permis d'améliorer significativement les disponibilités alimentaires en raison de l'assèchement prématuré des mares, poussant les ménages à dépendre davantage des marchés.

Dans un contexte de forte pression sur les moyens d'existence et sur les opportunités de travail, les revenus issus du salariat agricole et non agricole ainsi que de la vente des produits de cueillette demeurent insuffisants pour les communautés hôtes. Confrontés à la baisse de leur pouvoir d'achat, ces ménages adoptent des stratégies d'adaptation telles que la consommation d'aliments moins coûteux ou le recours à l'emprunt alimentaire.

Les réfugiés, qui représentent une proportion importante de la population dans ces départements, n'ont pas la capacité de constituer des stocks et dépendent presque entièrement du marché et de l'assistance alimentaire. Face à des prix particulièrement élevés (de 47 à 155 pour cent au-dessus de la moyenne pour le riz importé en janvier), ils réduisent le nombre de repas, consomment des aliments moins préférés et épuisent rapidement leurs ressources. Malgré l'assistance en cours, des déficits de consommation significatifs persistent. Avec la poursuite des arrivées et la saturation des capacités humanitaires, une proportion croissante de ménages pourrait basculer en Urgence (Phase 4 de l'IPC), bien que cette part reste estimée à moins de 15 pour cent de la population concernée.

Des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) sont attendus dans les autres départements des provinces d'Ouaddaï, Wadi-Fira, Sila et Ennedi-Est, où la présence de réfugiés est inexistante ou limitée. Les améliorations saisonnières observées en février, liées aux nouvelles récoltes et aux cultures de contre-saison, ont été de courte durée. Les stocks des ménages se sont épuisés depuis, entraînant des déficits de consommation alimentaire chez les ménages pauvres et très pauvres, malgré les revenus issus du salariat agricole et de la vente de produits de cueillette.

Dans la province du Lac, des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) sont attendus dans les départements à accès limité de Fouli et Kaya. Les attaques sporadiques des GATs et les restrictions sécuritaires réduisent l'accès aux zones agricoles et de pêche et entraînent des déplacements de la population. La campagne pluviale a enregistré des déficits de production, tandis que la faiblesse de la biomasse a dégradé les conditions pastorales. Les revenus des ménages hôtes et des PDI diminuent en raison de la détérioration des moyens d'existence, du ralentissement des marchés et du quasi-arrêt du commerce transfrontalier avec le Cameroun, le Niger et le Nigeria. Ainsi, les achats sur les marchés ne fournissent que de faibles quantités de denrées alimentaires, entraînant des déficits de consommation, malgré le recours à des stratégies d'adaptation, notamment la consommation d'aliments moins chers, la réduction du nombre de repas et l'emprunt de nourriture. Cependant, **dans les départements plus calmes de Wayi et de Mamdi, des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) sont anticipés.** Les disponibilités alimentaires se sont améliorées grâce à la production de contre-saison de légumes divers et du maïs de seconde saison, rendue



Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Pour la divulgation complète, voir les notes à la fin du texte.

Source: FEWS NET

possible par le retrait des eaux dans les bas-fonds du lac Tchad. Cependant, l'insécurité persistante continue de limiter les activités génératrices de revenus, notamment la pêche, restreignant la capacité des ménages à couvrir leurs dépenses non alimentaires.

Des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) sont attendus dans les provinces du nord (Borkou, Ennedi-Ouest et Tibesti), largement dépendantes des marchés pour leur consommation alimentaire. Les ménages bénéficient des fruits du commerce transfrontalier, des transferts monétaires de la migration en Libye et du travail dans les sites aurifères. Avec l'amélioration de la situation sécuritaire à la frontière avec la Libye et autour des sites aurifères, les revenus tirés de ces activités augmentent, tout comme le flux d'importation de produits alimentaires en provenance de la Libye. Toutefois, les flux internes sont faibles. En conséquence, les prix des produits alimentaires restent élevés, exacerbés par le coût élevé du carburant, limitant l'accès des ménages à la nourriture. La consommation alimentaire est adéquate, avec toutefois des difficultés persistantes de couvrir les besoins non alimentaires.

Dans le Sahel Ouest, au Nord Kanem et dans le Barh-El-Gazel Nord, l'insécurité alimentaire aiguë de Stress (Phase 2 de l'IPC) est attendue. Les stocks alimentaires des ménages pauvres et très pauvres sont épuisés. Ils dépendent des marchés approvisionnés par les provinces du sud et des flux en provenance de la Libye, qui sont faibles et irréguliers à cause de la baisse des productions dans le sud, du coût élevé du transport et de l'insécurité sporadique le long de la frontière avec la Libye. Toutefois, la bonne valeur marchande du bétail et la vente des produits de cueillette comme la gomme arabique, les jujubes et d'autres produits de cueillette non ligneux fournissent des revenus substantiels aux ménages. Ainsi, les ménages pauvres et très pauvres sont en mesure d'assurer une consommation alimentaire suffisante, mais pas de revenus suffisants pour couvrir les dépenses non alimentaires.

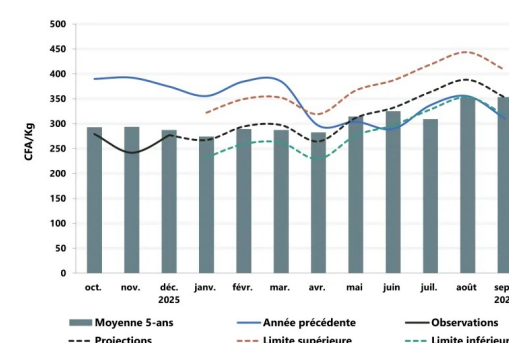
Dans la zone soudanienne, des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) sont attendus dans les départements du Moyen-Chari, de Barh Azoum et Haraze-Manguagné dans le Salamat et de la Tandjilé. Les ménages pauvres ont des stocks qui permettent de couvrir leurs besoins alimentaires, mais pas de revenus suffisants pour couvrir les dépenses non alimentaires à cause des mauvaises productions des cultures de rente et de prix nettement en dessous de la moyenne pour les céréales. Ils ont vendu une quantité supérieure à la moyenne pour rembourser leurs dettes.

Suppositions clés sur les conditions atypiques de sécurité alimentaire soutenant le scénario le plus probable jusqu'en septembre 2026

- **L'afflux des réfugiés soudanais et des retournés tchadiens dans les provinces de l'Est va se poursuivre pendant toute la période des perspectives.** Les affrontements persisteront entre les Forces de soutien rapide et l'armée soudanaise près d'El Geneina et d'Adré), dans le Darfour, sans toutefois que les combats ne débordent directement sur le territoire tchadien. Les communautés riveraines subiront les conséquences des perturbations commerciales, mais les mesures défensives les épargneront de toute violence directe. Les moyens d'existence des populations en zones d'accueil continueraient de se dégrader durant toute la période du scénario.
- **Les incursions de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) devraient rester à leur niveau actuel jusqu'en septembre 2026.** Cela entraînera des perturbations du fonctionnement des marchés et les déplacements des populations dont les moyens d'existence continueront de se détériorer, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.
- **Sur la période de février à mai 2026, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les violences intercommunautaires, se maintiendront à leur niveau moyen saisonnier.** Toutefois, de légères

Figure 2

Projection des prix du mil à Adré



Source: Estimations de FEWS NET à partir des données du SIMPA

augmentations au-dessus de la moyenne pourraient s'observer dans la zone soudanienne. Ces augmentations proviennent du refus récent du code pastoral par la communauté chrétienne du sud du pays qui vise à définir les règles d'accès aux pâturages et aux points d'eau, à sécuriser les territoires et à favoriser la cohabitation avec les agriculteurs sédentaires. Une baisse de ces conflits est attendue à partir de juin 2026, lorsque les éleveurs déplaceront leur bétail vers les zones pastorales du nord.

- **Pendant toute la durée des perspectives, la situation sécuritaire continuera à être calme et favorable au développement des flux transfrontaliers à la frontière avec la Libye**, ce qui améliorera les approvisionnements des marchés des provinces de Borkou, Tibesti, Ennedi-Ouest, Kanem, BEG, Wadi Fira, Batha et Ouaddaï. Avec plus d'importations, des flux de produits alimentaires transformés augmentent également, comme les pâtes alimentaires, les huiles, les sucres, les dattes, ainsi que le petit commerce et la vente d'animaux.
- **La création d'une force mixte, installée le 27 septembre 2025 à Sarh, va protéger la frontière sud avec la République centrafricaine**. Elle stimulera la libre circulation des personnes et des biens, ce qui permettra aux familles du Sud de maintenir des liens transfrontaliers avec moins d'inquiétude, mais sans changement significatif en termes d'apports de flux sur la période des perspectives.
- **L'économie tchadienne devrait connaître une croissance modérée en 2026**, avec une reprise anticipée après une phase de ralentissement des activités liée à une production pétrolière plus faible et à des récents chocs agrométéorologiques. Les projections les plus récentes du **FMI** revues dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) montrent une révision à la hausse de la croissance pour 2026 à environ 5,1 pour cent. L'inflation, qui avait été négative en 2025 du fait de la baisse des prix alimentaires, devrait progressivement revenir en territoire positif en 2026. Le déficit budgétaire et la dette publique sont attendus stables, bénéficiant du soutien financier du FMI et d'un encadrement des dépenses publiques.
- **Les stocks des ménages pauvres seront totalement épuisés fin mai 2026**, étant donné le niveau globalement moyen et la mauvaise répartition des productions pluviales de 2025. La baisse attendue des productions de contre-saison due à la l'assèchement prématuré des points d'eau, du coût élevé du carburant et de la main-d'œuvre, contribuera également à l'épuisement des stocks.
- **La hausse des prix des produits alimentaires devrait se poursuivre et se généraliser à partir de mars 2026**, notamment pour les céréales. Elle sera plus accentuée sur les marchés situés dans les zones déficitaires de la zone soudanienne, la province du Lac et les provinces de l'est, qui subissent un afflux continu de réfugiés soudanais (Figure 2).
- **Les perspectives de revenus des ménages seront inférieures à la moyenne, avec un pouvoir d'achat des ménages pauvres et très pauvres qui demeurera faible pendant toute la période de perspective**. Cela est essentiellement dû à la baisse des revenus de vente des produits agricoles, dont les prix ont fortement baissé comparativement à la moyenne. Les conditions socio-économiques et les mécanismes de protection sociale continueront d'être faibles, malgré la priorité accordée à la maîtrise de la masse salariale et au développement des filets sociaux, dans le budget national 2026, rapporté par le FMI.
- **La saison des pluies 2026 est attendue pour débuter normalement en avril dans la zone soudanienne et en juin dans la zone sahélienne**. Des précipitations moyennes à supérieures à la moyenne sont attendues dans toutes les zones. Compte tenu des précipitations supérieures à la moyenne prévues, il existe un risque élevé d'inondations localisées au Sahel entre juillet et septembre 2026.
- **La transhumance du bétail vers la zone pastorale nord débutera comme d'habitude en avril, marquant le début de la soudure pastorale**. Elle prendra fin en juin avec la restauration du couvert végétal et l'amélioration des revenus des ménages pastoraux.

Assistance alimentaire humanitaire

Selon les tendances historiques de la distribution et les informations recueillies auprès des partenaires humanitaires, les assistances alimentaires d'urgence continueraient d'être disponibles pendant toute la durée de la perspective. Dans cette optique, le Gouvernement de la République du Tchad, en partenariat avec la communauté humanitaire, a lancé le **Plan de Réponse Humanitaire 2026** et le Plan de Réponse pour les Réfugiés 2026–2027, dont les besoins s'élèvent à 986,1 millions de dollars américains (USD), dont 540 millions pour les réfugiés, un budget ajusté pour cibler en priorité les personnes qui en ont le plus besoin. Les plans se concentrent principalement sur les zones les plus sévèrement touchées, en particulier l'Est du pays (65,5 pour cent de la cible), la province du Lac (13,8 pour cent) et les provinces du Sud.

Résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë de septembre 2026

Des résultats de Crise ! (Phase 3 ! de l'IPC) sont anticipés jusqu'en septembre 2026 dans les départements à forte concentration de réfugiés : Assoungba (Ouaddaï), Kimiti (Sila), Wadi Hawar (Ennedi-Est), Dar-Tama et Kobé (Wadi Fira). Dépourvus de moyens d'existence, les réfugiés resteront très dépendants du marché, avec un pouvoir d'achat significativement réduit. La hausse continue des prix les contraindra à puiser dans leurs économies, à diminuer le nombre de repas et à consommer des aliments moins préférés, entraînant des déficits de consommation persistants et une dépendance accrue à l'assistance alimentaire.

Les ménages hôtes dépendront du marché et seront confrontés à des prix des aliments nettement supérieurs à la moyenne. Les revenus tirés des opportunités de travail et de vente des produits de cueillette resteront insuffisants pour couvrir les besoins alimentaires. Les ménages vont recourir à diverses stratégies d'adaptation, notamment les emprunts monétaires et alimentaires et la consommation d'aliments moins chers entre mars et mai 2026, puis la consommation d'aliments de cueillette dès le début de la saison, ainsi que la réduction du nombre de repas de juin à septembre. Une faible proportion de ménages, présentant des déficits de consommation plus élevés, pourrait recourir à la mendicité et basculer en Urgence (Phase 4 de IPC).

Des résultats de Crise (Phase 3 de IPC) sont attendus jusqu'en septembre 2026 dans le reste des départements des provinces d'Ouaddaï, Sila, Wadi Fira et Ennedi-Est, où la présence de réfugiés demeure faible. Les ménages pauvres et très pauvres verront l'épuisement total des sources propres de nourriture. Ils dépendront des marchés, où les prix resteront durablement élevés. Leurs revenus seront en baisse avec la fin de la cueillette de la gomme arabique, des activités de cultures de contre-saison et l'installation de la période de soudure. Les ménages seront contraints de réduire le nombre de repas et présenteront des déficits de consommation alimentaire. Au pic de la période de soudure, entre juillet et septembre, une faible proportion des ménages pourrait recourir à des stratégies extrêmes, notamment la mendicité, et basculer en Urgence (Phase 4 de l'IPC).

Dans la province du Lac, des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) persisteront jusqu'en septembre dans les départements à accès limité de Fouli et Kaya. Les attaques sporadiques des GATs et les restrictions sécuritaires réduiront l'accès aux zones agricoles et de pêche tout en entraînant des déplacements de la population. Les prix déjà élevés seront à la hausse sur toute la période de soudure agricole. Les revenus des ménages hôtes et des PDI diminueront en raison de la détérioration des moyens d'existence, du ralentissement des marchés et du quasi-arrêt du commerce transfrontalier. Ainsi, les achats sur les marchés ne fournissent que de faibles quantités de denrées alimentaires, poussant les ménages à recourir à des stratégies d'adaptation, notamment la consommation d'aliments moins chers, la réduction du nombre de repas et l'emprunt de nourriture.

Dans les départements plus calmes de Wayi et de Mamdi, des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) vont persister entre février et mai 2026. Les disponibilités alimentaires vont s'améliorer grâce à la production de contre-saison de maïs et de légumes divers, due à la décrue des eaux dans le lac Tchad. Cependant, l'insécurité persistante limitera les activités génératrices de revenus, notamment la pêche, restreignant la capacité des ménages à couvrir leurs dépenses non alimentaires. **Entre juin et septembre 2026, ces départements évolueront vers des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC)** quand les stocks de maïs issus de la seconde récolte seront épuisés et les revenus des ménages en baisse. Le commerce transfrontalier sera en quasi-arrêt, entraînant des hausses atypiques des prix. La baisse du pouvoir d'achat entraînera des déficits de consommation chez les PDI et les communautés hôtes.

Au Nord Kanem et dans le Barh-El-Gazel Nord, des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) sont anticipés entre février et mai 2026 pendant que les stocks des ménages s'épuiseront. La bonne valeur marchande du bétail et la vente des produits de cueillette procureront toutefois aux ménages des revenus suffisants pour un accès adéquat aux denrées, qui est favorisé par des prix des céréales inférieurs à la moyenne. Ces revenus permettront une consommation alimentaire suffisante, mais resteront insuffisants pour couvrir les dépenses non alimentaires. **Entre juin et septembre, des résultats de Crise (Phase 3 de l'IPC) sont attendus.** Les prix seront nettement au-dessus de la moyenne à cause de l'augmentation des coûts de transport et du mauvais état des routes. Les revenus seront en baisse à la suite de la chute du prix du bétail et la baisse des ventes des produits de cueillette. Ainsi, des déficits de consommation alimentaire seront observés chez les ménages pauvres et très pauvres.

Dans les provinces du nord du pays, Borkou, Ennedi-Ouest et Tibesti, des résultats de Stress (IPC Phase 2 de l'IPC) couvriront toute la période de perspective. Les ménages dépendent majoritairement du marché pour leur alimentation. L'amélioration des conditions sécuritaires à la frontière avec la Libye permettra la continuité des activités transfrontalières. Cependant, les résultats, en termes de revenus et de leur régularité, resteront à un niveau qui permettra aux ménages d'avoir une consommation alimentaire juste adéquate.

Dans les provinces du centre et de la zone soudanienne, des résultats de Stress (Phase 2 de l'IPC) sont attendus dans les provinces de Salamat, Moyen Chari, Tandjilé et Guéra, entre février et mai. Les ménages pauvres pourront avoir un peu de stocks et des revenus pour couvrir les besoins alimentaires, mais qui resteront insuffisants pour couvrir les dépenses non alimentaires. Entre juin et septembre 2026, l'insécurité alimentaire aiguë de Stress (Phase 2 de l'IPC) atteindra la plupart des provinces à la suite d'un épuisement généralisé des stocks, de la fin des productions de contre-saison, de la raréfaction des ventes de produits de cueillette et de fruits, et de la hausse des prix. Les revenus tirés du salariat agricole et d'autres activités de cueillette résiduelles ne suffiront plus à couvrir les besoins non alimentaires, malgré le recours à l'endettement.

Annexe 1 : Principales sources de preuves utilisées dans cette analyse

Preuves	Source	Format des données	Éléments d'analyse de la sécurité alimentaire
Profils de moyens d'existence	FEWS NET (2011)	Qualitatives	Sources typiques de nourriture et de revenus par zone de moyens d'existence
Surveillance et analyse des conflits	ACLED	Quantitatives	Modèles des incidents de conflits (type, intensité, localisation) et leur impact sur l'accès des ménages à la nourriture et aux revenus
Surveillance et prévision météorologiques	USGS , NOAA , Scientiste Régional FEWS NET	Rapports mensuels	Prévisions saisonnières et hypothèses pour la saison 2026-27
Croissance économique, chocs et principaux facteurs directeurs	IMF INSEED	Publications sur le site web	Principaux indicateurs économiques du Tchad, 2026-2027 ; Croissance du PIB, inflation en 2025 et 2026
Population déplacées	OIM , OCHA , UNHCR , Gouvernement, Rapports des partenaires	Quantitatives	Les tendances de mouvement de la population réfugiée, PDI, retournés tchadiens de la RCA à risque d'apatridie, retournés Tchadiens du Bassin du Lac Tchad, demandeurs d'asile

Preuves	Source	Format des données	Éléments d'analyse de la sécurité alimentaire
Production agricole (céréales et autres cultures commerciales)	Ministère de l'Agriculture, Direction centrale des statistiques et points de contact régionaux du SISAAP, PREGEC novembre 2025 Rapports des partenaires et des points de contact régionaux	Quantitatives	Impact de la production agricole sur la disponibilité des denrées alimentaires locales (au niveau des ménages et du marché) et les opportunités d'emploi dans le secteur agricole
Indicateurs de résultats en matière de sécurité alimentaire (FCS, HDDS, HHS, rCSI, LCSi) et surveillance des revenus	Matrice intermédiaire des résultats - l'enquête nationale de sécurité alimentaire conduite du 18 octobre au 6 novembre 2026, par SISAAP/PAM /FAO/ PUI/FSC/SPI	Quantitatives	Chocs, résultats de sécurité alimentaire, endettement, stocks des ménages par département pour les communautés rurales
Prix des produits agricoles et d'élevage	Système d'Information sur les Marchés des Produits Agricoles (SIMPA) SIM bétail- Ministère de l'Elevage et de la Production Animale du Tchad	Quantitatives ; Bulletins mensuels des prix	Evolution et impact des prix des produits alimentaires de base sur le pouvoir d'achat des ménages pauvres et très pauvres agricoles et pastoraux.

Annexe 2 : Approche analytique de FEWS NET expliquée

L'alerte précoce en cas d'insécurité alimentaire aiguë nécessite de prévoir les résultats futurs plusieurs mois à l'avance afin de donner aux décideurs suffisamment de temps pour budgétiser, planifier et répondre aux crises humanitaires attendues. Toutefois, en raison des facteurs complexes et variables qui influencent l'insécurité alimentaire aiguë, il est impossible de faire des prévisions définitives. **Le développement de scénarios** est une méthodologie qui permet à FEWS NET de répondre aux besoins des décideurs en élaborant un scénario « le plus probable » du futur.

Les principes clés du processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET incluent l'application du cadre de réduction des risques de catastrophe et une approche basée sur les moyens d'existence pour évaluer les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë. Le risque d'insécurité alimentaire aiguë d'un ménage dépend non seulement des dangers (comme une sécheresse), mais aussi de sa vulnérabilité face à ces dangers (par exemple, le niveau de dépendance à la production de cultures pluviales pour sa nourriture et ses revenus) et de sa capacité d'adaptation (qui prend en compte à la fois la capacité du ménage à faire face à un danger donné et le recours à des stratégies d'adaptation négatives qui nuisent à la résilience future). Pour évaluer ces facteurs, FEWS NET fonde cette analyse sur une solide compréhension approfondie des moyens d'existence locaux, qui sont les moyens par lesquels un ménage répond à ses besoins fondamentaux. Le processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET prend également en compte le Cadre des moyens d'existence durables ; les Quatre dimensions de la sécurité alimentaire ; et le Cadre conceptuel de la nutrition de l'UNICEF, et est étroitement aligné sur le cadre analytique de **la Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC)**.

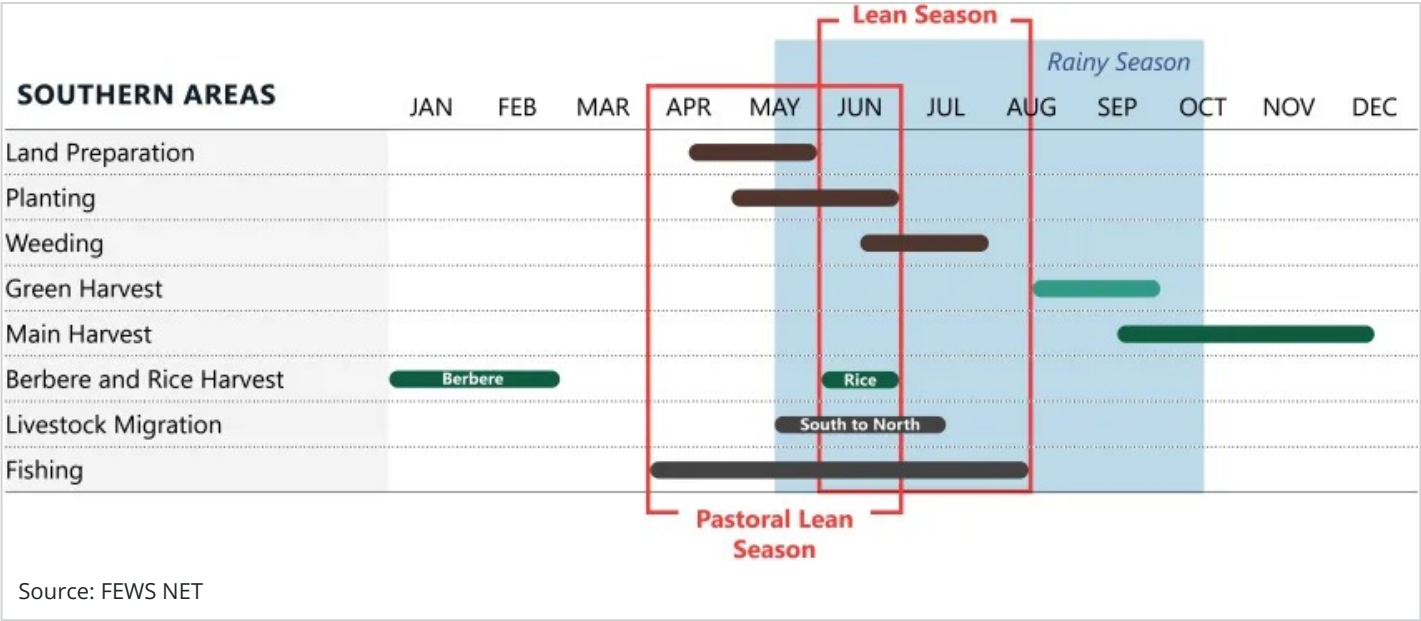
Comment FEWS NET analyse-t-il les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë ? FEWS NET évalue dans quelle mesure les ménages sont susceptibles de satisfaire leurs besoins caloriques minimaux. Cette analyse fait converger les preuves des conditions de sécurité alimentaire avec celles de la consommation alimentaire au niveau des ménages et de changement des moyens d'existence. FEWS NET prend également en compte les preuves disponibles sur l'état nutritionnel et la mortalité, en évaluant si celles-ci reflètent les impacts physiologiques de l'insécurité alimentaire aiguë. FEWS NET utilise **l'échelle de Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC)** en cinq phases, mondialement reconnue, pour classer les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë. De plus, FEWS NET applique le symbole de « ! » pour désigner les zones où la Phase de l'IPC cartographiée serait probablement pire d'au moins une Phase sans les effets de l'assistance alimentaire humanitaire en cours.

Comment FEWS NET élabore-t-il ses suppositions clés pour le scénario le plus probable ? Une étape clé du processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET consiste à développer des suppositions fondées sur des preuves sur les facteurs influencent les conditions de sécurité alimentaire. Cela inclut les dangers et anomalies susceptibles d'affecter l'évolution de l'alimentation et des revenus des ménages au cours de la période de projection, ainsi que les facteurs affectant l'état nutritionnel. FEWS NET développe également des suppositions sur les facteurs censés se comporter normalement. Ensemble, ces suppositions forment la base du scénario « le plus probable ».

Comment FEWS NET analyse-t-il les résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë ? En utilisant les suppositions clés soutenant le scénario « le plus probable », FEWS NET projette les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë en évaluant l'évolution de la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins caloriques minimaux au fil du temps. FEWS NET fait converger les attentes concernant la trajectoire de la consommation alimentaire et les changements dans les moyens d'existence au niveau des ménages avec l'état nutritionnel et de la mortalité au niveau de la zone. FEWS NET classe alors les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë. Enfin, FEWS NET utilise le symbole de « ! » pour désigner les zones où la Phase de l'IPC serait probablement plus sévère d'au moins une Phase sans les effets de l'assistance alimentaire planifiée, qui devrait être financée et livrée.

Comment FEWS NET analyse-t-il l'assistance alimentaire humanitaire ? L'assistance alimentaire d'urgence (en nature, en espèces ou en vouchers) peut jouer un rôle clé dans l'atténuation de la sévérité de l'insécurité alimentaire aiguë. Les analystes de FEWS NET intègrent toujours les informations disponibles sur l'assistance, bien que ces informations varient considérablement selon les zones géographiques et au fil du temps. Conformément aux protocoles IPC, FEWS NET utilise les meilleures informations disponibles pour évaluer où l'assistance est « significative » (définie par au moins 25 pour cent des ménages dans une zone donnée recevant au moins 25 pour cent de leurs besoins caloriques grâce à l'assistance). En outre, FEWS NET analyse les impacts probables de l'assistance sur la sévérité des résultats, comme détaillé dans les orientations de FEWS NET sur [L'intégration de l'assistance alimentaire humanitaire dans l'élaboration de scénarios](#).

Annexe 3 : Calendrier saisonnier



Annex 4 : Évènements qui pourraient changer les résultats projetés de l'insécurité alimentaire aiguë

Même si les projections de FEWS NET se concentrent sur le scénario « le plus probable », **il existe toujours un certain degré d'incertitude** dans les prévisions à long terme. Cela signifie que les conditions de la sécurité alimentaire et leurs impacts sur les résultats aigus de la sécurité alimentaire peuvent évoluer différemment de ce qui était initialement prévu. FEWS NET publie des mises à jour mensuelles de ses projections, mais les décideurs ont besoin d'informations préalables sur cette incertitude et d'une explication des raisons pour lesquelles les choses peuvent se dérouler différemment de ce qui

était prévu. En tant que tel, la dernière étape du processus d'élaboration de scénarios de FEWS NET consiste à identifier brièvement les événements clés qui aboutiraient à **un scénario alternatif crédible** et modifieraient considérablement les résultats projetés. FEWS NET considère uniquement les scénarios qui ont une chance raisonnable de se produire.

National

Fortes inondations atypiques pendant la saison agricole 2026-27

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Rupture des voies de communication, dysfonctionnement des marchés avec des hausses atypiques des prix entraînant des écarts de consommation alimentaire dans les zones affectées. L'accès alimentaire des ménages très pauvres et pauvres serait davantage réduit à cause des faibles revenus, des pénuries liées à l'impraticabilité des routes. Ceci entraînera des hausses d'effectifs de populations en Crise (Phase 3 de l'IPC) dans toutes les provinces, notamment dans les provinces de l'est et dans la zone soudanienne.

Retard installation de la saison agricole 2026-27

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Cette situation entraînera un épuisement total des stocks des ménages pauvres et très pauvres, une mortalité atypique du bétail, une baisse des revenus tirés des productions agricoles et une hausse atypique des prix. L'accès alimentaire des ménages très pauvres et pauvres serait davantage réduit à cause des bas niveaux de revenus, des pénuries à la suite des rétentions des stocks par les commerçants et les producteurs aisés. Ceci entraînera des hausses d'effectifs de populations en Crise (Phase 3 de l'IPC) en juin – juillet 2026 dans les provinces pastorales, dans les provinces du Sahel et dans la zone soudanienne.

Expansion du conflit soudanais à l'intérieur du Tchad

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Une expansion du conflit soudanais à l'est du pays entraînerait la suspension des opérations humanitaires pour des raisons sécuritaires pendant que des vagues de nouveaux réfugiés seraient en augmentation. Des déplacements internes massifs de populations en direction de l'ouest et du sud du Tchad seraient possibles. La crise actuelle de l'Est serait transférée vers ces zones pendant que les provinces de l'Est verront leur niveau de Crise ! (Phase 3 ! de l'IPC) évoluer en Urgence (Phase 4 de l'IPC) ou même plus.

Les provinces frontalières avec la Libye

Reprise des incursions de groupes rebelles aux frontières nord du pays

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Les attaques entre groupes rebelles et forces gouvernementales occasionneraient des restrictions sécuritaires aux frontières entre le Tchad et la Libye. Il s'ensuivra une importante baisse du flux des produits alimentaires importés de la Libye et de l'offre de ces produits sur les marchés. L'accès alimentaire des ménages très pauvres et pauvres serait davantage réduit à cause des bas niveaux de revenus. Ceci entraînera des hausses d'effectifs de populations en Crise (Phase 3 de l'IPC) notamment dans le Tibesti, Ennedi Ouest et Est, le Borkou, le Batha, le Kanem et le Barh-El-Gazel.

La province du Lac

Reprise de l'action humanitaire au Lac

Impact probable sur les résultats de l'insécurité alimentaire aiguë : Une relance des interventions alimentaires au profit des déplacés internes et ménages hôtes du Lac réduirait les effectifs de populations en Crise (Phase 3 de l'IPC). Leur consommation alimentaire sera améliorée et ils passeraient en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) grâce à l'assistance.

Annexe 5 : Analyse détaillée de l'assistance alimentaire humanitaire

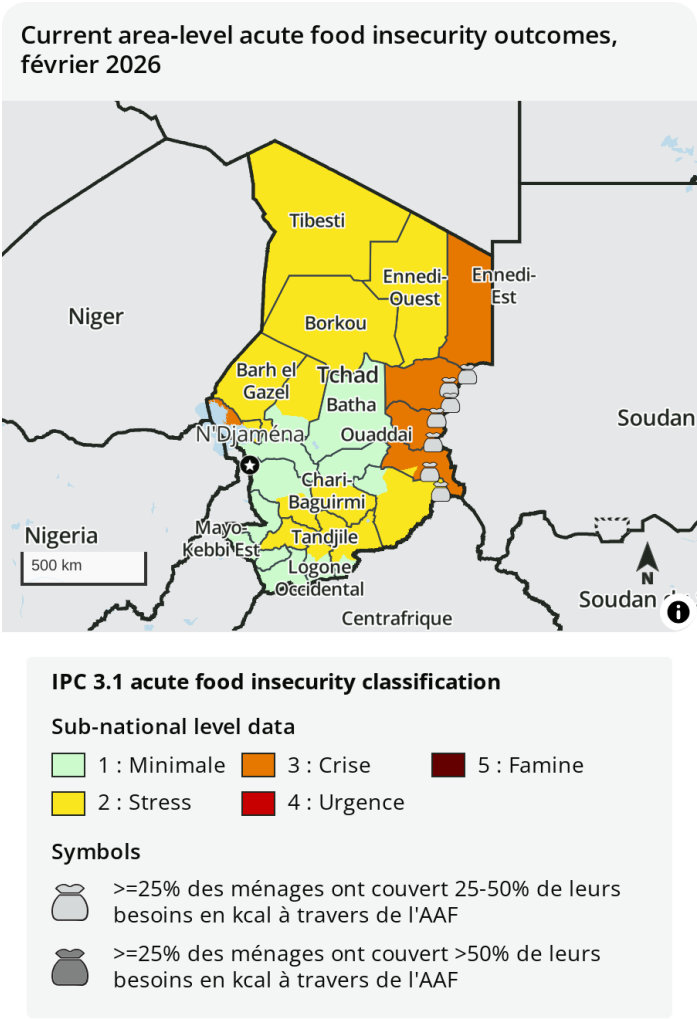
L'afflux des réfugiés soudanais et des retournés tchadiens continue dans les provinces d'Ouaddaï, Wadi Fira, Ennedi-Est et Sila. Depuis l'attaque d'El Fasher fin octobre 2025, une nouvelle vague de réfugiés est surtout arrivée à Ennedi-Est et Wadi Fira. Le nombre de réfugiés soudanais arrivés au Tchad depuis avril 2023 s'élève à **914 607** au 22 février 2026. En outre, en janvier 2026, les réfugiés représentent, respectivement, plus de 56 pour cent, 32 pour cent, 57 pour cent et 62 pour cent de la population d'Assoungba, dans la province d'Ouaddaï, de Kimiti à Sila, de Dar Tama et de Kobe à Wadi Fira et de Wadi Hawar à Ennedi-Est.

Dépourvus de leurs moyens d'existence lors de leurs fuites au Tchad, les réfugiés dépendent fortement des assistances alimentaires. Malgré les défis de financement auxquels les acteurs humanitaires sont confrontés, l'assistance alimentaire pour les réfugiés demeure disponible. Cependant, les difficultés de financement ont conduit le **PAM** à changer l'approche basée sur le statut des bénéficiaires à une nouvelle approche basée sur la vulnérabilité. Cette approche sera mise en œuvre à partir de 2026, avec une **période intérimaire** de janvier à mars 2026, qui consistera à modifier la fréquence de distribution des assistances alimentaires tous les deux mois. Sur les sites transfrontaliers d'entrée, des denrées alimentaires et nutritionnelles sont prépositionnées, en particulier à Tiné, à Adré et à Oure-Cassoni, afin d'assurer une couverture d'un mois pour les nouveaux arrivés. Lorsque les réfugiés sont transférés dans les camps formels, ils recevront généralement des transferts monétaires et, parfois, des vivres, comme tous les réfugiés déjà installés. Pendant la phase intérimaire, les assistances alimentaires seront distribuées tous les deux mois.

Les transferts monétaires s'élèvent à 8 000 FCFA (13,66 USD) pour une famille de six personnes, permettant de couvrir environ 63 pour cent des besoins caloriques. Cependant, avec la **distribution** de janvier terminée et qui ne reprendra qu'en mars, elle ne permettra plus que de couvrir environ 30 pour cent des besoins caloriques. En janvier, le **PAM** a distribué 6 025 tonnes de vivres, en plus des transferts monétaires. Cependant, la distribution **de vivres** rapportée en janvier a indiqué une diminution de la ration distribuée, mais elle a tout de même couvert 47 pour cent des besoins caloriques. Vu les défis de financement des activités humanitaires et la mise en œuvre de la nouvelle approche de distribution, une éventuelle diminution de la ration ou la modification de la distribution, un mois sur deux, entraînera une baisse de la couverture des besoins énergétiques de la ration alimentaire distribuée à seulement 30 pour cent pendant la phase projetée. En outre, il est certain que ces difficultés entraîneront une diminution du nombre de réfugiés bénéficiant des assistances alimentaires pendant la durée de la perspective.

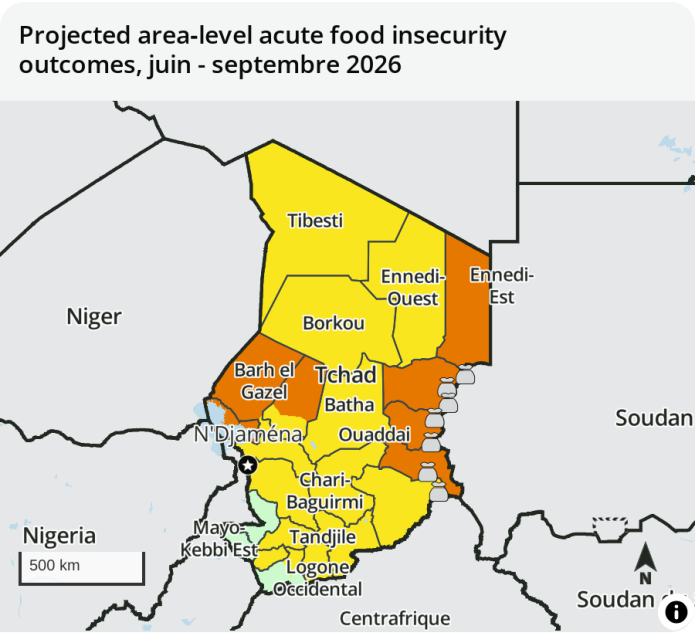
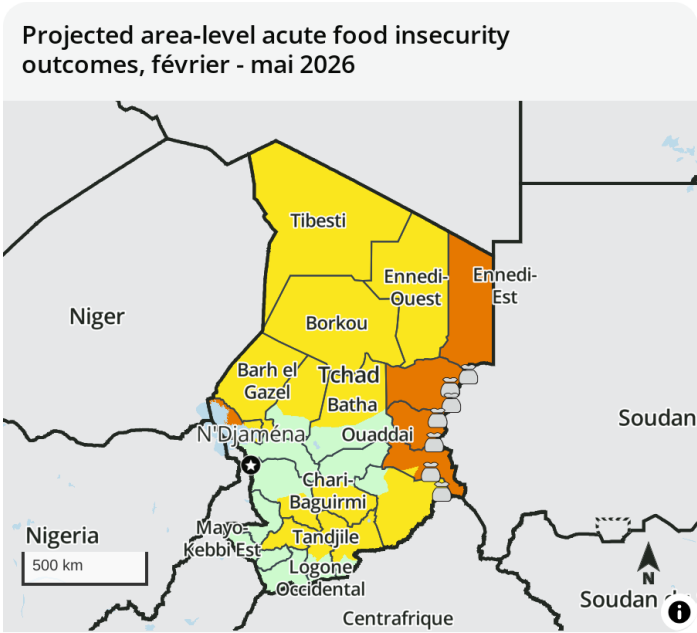
Annexe 6 : Résultats projetés en matière d’insécurité alimentaire aiguë et zones bénéficiant de niveaux significatifs d’assistance alimentaire humanitaire

Chacune de ces cartes est conforme aux protocoles de cartographie de l’aide alimentaire humanitaire de la version 3.1 de l’IPC et signale les endroits où des niveaux significatifs d’aide humanitaire sont/ devraient être fournis. Le symbole  indique qu’au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne 25-50 % de leurs besoins caloriques à travers de l’aide alimentaire. Le symbole  indique qu’au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne plus de 50 % de leurs besoins caloriques à travers de l’aide alimentaire. Ce protocole de cartographie se distingue du protocole (!) utilisé en tête du rapport. L’emploi du symbole (!) indique les zones susceptibles d’être rétrogradées d’au moins un échelon en l’absence d’aide humanitaire en cours ou programmée.



Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l’IPC. L’analyse compatible avec l’IPC suit les protocoles clés de l’IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Pour la divulgation complète, voir les notes à la fin du texte.

Source: FEWS NET



IPC 3.1 acute food insecurity classification

Sub-national level data

1 : Minimale	3 : Crise	5 : Famine
2 : Stress	4 : Urgence	

Symbols

- >=25% des ménages ont couvert 25-50% de leurs besoins en kcal à travers de l'AAF
- >=25% des ménages ont couvert >50% de leurs besoins en kcal à travers de l'AAF

IPC 3.1 acute food insecurity classification

Sub-national level data

1 : Minimale	3 : Crise	5 : Famine
2 : Stress	4 : Urgence	

Symbols

- >=25% des ménages ont couvert 25-50% de leurs besoins en kcal à travers de l'AAF
- >=25% des ménages ont couvert >50% de leurs besoins en kcal à travers de l'AAF

Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Pour la divulgation complète, voir les notes à la fin du texte.

Source: FEWS NET

Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Pour la divulgation complète, voir les notes à la fin du texte.

Source: FEWS NET

Citation recommandée: FEWS NET. Tchad Perspectives sur la sécurité alimentaire Février - Septembre 2026: Détérioration de l'insécurité alimentaire au Tchad sous l'effet combiné des afflux de réfugiés et des conflits, 2026.

* Les classifications de FEWS NET sont compatibles avec l'IPC. L'analyse compatible avec l'IPC suit les protocoles clés de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux de la sécurité alimentaire. Depuis l'IPC 3.0, l'IPC n'évalue plus l'impact de l'assistance alimentaire sur la classification et ne cartographie donc plus (!). Cependant, FEWS NET continue de produire des cartes de la sécurité alimentaire incluant le (!), ainsi que des cartes compatibles avec l'IPC 3.0/3.1, qui incluent la cartographie des sacs d'aide pour la sécurité alimentaire. FEWS NET et l'IPC utilisent des méthodes différentes pour estimer la population totale ayant besoin d'une aide alimentaire humanitaire et évaluer le risque de famine. Pour en savoir plus, consultez le site www.fews.net/about.

Perspectives sur la sécurité alimentaire

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).